

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 79

MONTREAL, LE JEUDI 7 AVRIL 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

La course des petits hommes

Les candidats à la mairie ont encore sept mois pour mettre de l'ordre dans leurs contradictions

Kathleen Lévesque

Le parfum du pouvoir brouille parfois les idées. Au risque d'escamoter la plus élémentaire décence, il s'en trouve pour se laisser guider par les effluves du passé. Du coup, le mutisme devant la presse du candidat à la mairie de Montréal, Pierre Bourque, mardi, a des relents de l'ère Drapeau. La fierté d'une ville; le mépris aurait-il un aspirant-maire?

Figurant mardi dernier dans une conférence de presse planifiée par le candidat démissionnaire Claude Beauchamp, M. Bourque s'est borné à faire une brève déclaration, refusant de confirmer ce que tout le monde sait déjà. Il a remercié M. Beauchamp de son appui pour sa «candidature à venir» et puis, motus...

D'aucuns se questionneront sur la cohérence de cette stratégie qui détonne avec le nom même de la formation politique de M. Bourque: Vision Montréal.

Si M. Bourque tente de se faire désirer, il soulève par ricochet le questionnement et l'inquiétude. Peut-être mal conseillé, il maintient une telle opacité autour de son organisation que le phénomène Bourque en devient aussi agaçant qu'intrigant.

Mais voilà, Pierre Bourque n'est pas l'homme libre que l'on croyait. Il est toujours directeur du Jardin botanique, comme l'a confirmé hier au DEVOIR la Ville de Montréal. Pour quelques semaines supplémentaires de salaire et parce qu'il a son devoir de réserve de fonctionnaire à respecter, M. Bourque éprouve la patience de son entourage.

L'entrée sur la scène municipale de M. Bourque se résume sinon à un cafoillage, du moins à une maladresse. «Peut-être est-ce un mal pour un bien. En tout cas, il y a une leçon à tirer de cette situation», estime Pierre Gagnier, conseiller municipal et partisan de M. Bourque. Il est à souhaiter qu'il s'agisse maintenant de rajuster le tir. Mais pour débroussailler ce terrain en friche, encore faut-il s'assurer de la pertinence des gens qui s'activent autour du candidat.

Chose certaine, les premiers tiraillements d'opportunisme commencent à apparaître dans son entourage, entre gens de différentes allégeances politiques, parmi les péquistes, les fédéralistes, les uns de gauche, les autres pas, qu'il a su attirer. Pas besoin du RCM pour torpiller son navire?

Au chapitre des indécidables, Claude Beauchamp n'a rien à envier à M. Bourque. Il n'a pas daigné informer ses candidats - Nick Auf der Maur, Gérard Legault, et autres Vittorio Capparelli - de son intention de tirer sa révérence. Quarante-cinq minutes avant de l'annoncer à la presse, M. Beauchamp les a mis devant le fait accompli.

Quant aux naïfs qui croient à l'abnégation de Claude Beauchamp qui désire avant tout «la relance de Montréal», le conseiller municipal, Vittorio Capparelli, réplique que devant ses supporters, Claude Beauchamp affirme se retirer pour des «raisons personnelles». Il est vrai qu'avec une piètre performance envisagée auprès des électeurs (4,7% d'appui), la fierté de l'homme aux multiples succès risquait une gifle monumentale.

Pendant ce temps, Vision Montréal concocte son programme en catimini. A quelles combines se livre-t-on derrière les portes closes de la formation? Des candidats sont sélectionnés comme à la belle époque du Parti civique. Et ces gens, dont quelques élus municipaux indépendants, se sont embarqués à l'aveuglette.

En comparaison, le RCM est né il y a 20 ans d'un véritable mouvement populaire. Il lui aura fallu 12 ans de préparation, de déchirements, de victoires partielles avant de prendre les rênes de l'Hôtel de Ville.

Ce constat ne garantit toutefois pas à Jean Doré un troisième mandat. Pendant huit ans au pouvoir, les choses n'ont pas toujours bougé dans le sens des engagements du RCM. Force est d'admettre que la décentralisation promise des structures municipales connaît certains ratés. Étonnamment, certains des plus grands opposants à la décentralisation se retrouvent aujourd'hui derrière Pierre Bourque qui veut, lui, aller plus loin que l'équipe de M. Doré dans le sens de la décentralisation. «Au RCM, on peut utiliser des mots, mais ça sonne creux», dit le transfuge du Parti civique, Pierre Gagnier, maintenant avec Bourque.

Jacques Charbonneau, conseiller démissionnaire du RCM et partisan lui aussi de M. Bourque, explique que l'objectif visé est «la revalorisation de chaque élu dans son district». Sous Bourque, chaque arrondissement aurait son ou ses représentants directement liés au comité exécutif. On jonglerait même avec l'idée de décentraliser, du moins en partie, le budget de la municipalité.

Cela n'est pas sans rappeler les conseils de quartiers que prévoyait mettre sur pied le RCM il y a huit ans. A ce chapitre, le sondage de la firme Sondagem que LE DEVOIR publiait en début de semaine révèle la déception de 44% des Montréalais face aux espoirs suscités en 1986 par le RCM. Le même sondage donne toutefois l'avance au maire Doré avec 30,1% des intentions de vote, suivi par Pierre Bourque qui récolte 14,4% d'intentions de vote - auquel chiffre s'ajouteraient peut-être les 4,7% d'appui que recueillait M. Beauchamp.

Au jeu des prévisions, les militants du RCM considèrent l'avance de leur chef suffisamment solide pour freiner le vent de changement. Sottise, font valoir les adversaires. A sept mois des élections, le chiffre le plus évocateur est sans nul doute les 41% d'indécis montréalais. La campagne qui s'amorce met en lumière un débat fort tumultueux à venir, se limitant, à vue de nez, entre deux hommes qui se batront pour ce pourcentage.

MONTREAL

Le maire de Longueuil quitte la politique

PAGE A 3



LE MONDE

Londres dénonce le cynisme de l'IRA

PAGE A 6

CULTURE

Le cinéma indépendant en péril?

PAGE B 10



Virage spectaculaire à Revenu Québec

Présomption d'innocence, Charte des droits, humanisation des rapports, Québec adoptera presque intégralement les recommandations des experts

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

Le gouvernement du Québec fera prendre un virage spectaculaire à Revenu Québec pour mettre fin aux abus et irritants qui affligent depuis des années les relations entre le fisc et le citoyen.

LE DEVOIR a appris hier du sous-ministre du Revenu, Paul-André Paré, que le gouvernement s'apprête «à

adopter presque intégralement» les recommandations contenues dans le rapport du comité d'experts formé en janvier par le ministre André Vallerand pour améliorer le fonctionnement de Revenu Québec.

Présomption d'innocence, Charte des droits du contribuable, harmonisation des taxes, communications facilitées et améliorées, organisation revue et corrigée, processus accéléré de règlements de dossiers, mais surtout la fin d'une politique non-écrite où le citoyen était

d'abord perçu comme un fraudeur potentiel, caractériseront la liste des modifications que Québec, selon le sous-ministre, s'apprête à apporter.

La présomption d'innocence, qui existe dans tous les palais de justice de la province et du pays, existera donc désormais dans les bureaux de Revenu Québec.

Présumé innocent jusqu'à preuve du contraire, le

VOIR PAGE A 10: REVENU

Viens te battre, Daniel Johnson!



PHOTO JACQUES NADEAU

NI BOXEUR, ni comédien, l'artiste dandy Zep a enfilé ses gants de boxe pour défier le premier ministre Daniel Johnson de l'affronter dans le ring, histoire de prouver que l'art et la politique se doivent de ne jamais faire bon ménage. Nos informations en page A 3.

De la névrose à la sérénité

Certains y croient, d'autres pas, mais la souveraineté du Québec ne fait plus peur aux francophones hors Québec

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Le projet souverainiste québécois ne fait plus peur aux francophones hors Québec. Mais une certaine appréhension persiste.

Il n'y a pas si longtemps, la seule évocation de la thèse souverainiste du PQ suffisait à propager l'angoisse jusqu'aux montagnes Rocheuses. Dans les mois qui ont précédé le référendum de 1980 sur la souveraineté, la panique s'est emparée des cercles francophones outre-frontières. Aujourd'hui, la névrose a fait place à la sérénité.

Présidente de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, Claire Lantelgue ne voit pas en quoi l'accession du Québec à la souveraineté pourrait altérer ou affaiblir la fierté et la détermination de ses ouailles. «La souveraineté du Québec, ça nous forcerait à être encore plus dynamiques et exigeants. Que les Québécois décident de leur avenir et on respectera leur choix».

Bien plus que la hantise de la séparation,

c'est l'incertitude et l'éternel recommencement qui énervent l'Acadienne Claire Lantelgue.

«On a hâte que ce soit tranché une fois pour toutes».

Il y a une dizaine de jours, devant les jeunes du Bloc québécois, Lucien Bouchard a relancé la discussion, en affirmant qu'un Québec souverain ne devra pas laisser tomber «nos frères francophones». Et qu'il faudra même leur apporter de l'aide financière.

Quant aux effets appréhendés de la libéra-

Vers l'éclatement du Canada?

La souveraineté du Québec provoquerait la sécession de l'Ouest, prophétise Alvin Toffler

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Le futurologue américain Alvin Toffler croit que l'indépendance du Québec, si elle est proclamée, entraînera à terme l'éclatement du Canada.

«Un des scénarios voudrait que la Colombie-Britannique et l'Alberta rejoignent les États-Unis. Mais la chose la plus intelligente (smart) à faire pour elles, ce serait de former une fédération régionale avec l'Oregon, l'État de Washington et l'Alaska», a indiqué, hier, M. Toffler au cours d'une rencontre de presse. L'auteur de *La troisième vague* et *Le Choc du futur* venait de livrer son allocution à la conférence *L'organisation de demain et l'organisation intelligente* qui se déroule à Montréal.

«Je ne connais pas l'état d'esprit actuel au Québec mais on doit prévoir les conséquences (de l'indépendance)», a dit M. Toffler. Une telle fédération entre les trois États et les deux provinces du nord-ouest du continent posséderait de l'énergie nucléaire, du pétrole, des ressources naturelles et des installations portuaires d'envergure internationale. «Mais le plus important, c'est que cette fédération aurait Microsoft», a-t-il souligné non

VOIR PAGE A 10: CANADA

Un attentat suicide du Hamas fait huit morts

Israël et l'OLP tentent de minimiser l'incident

Jérusalem (Reuter) — Après 40 jours de deuil à la mémoire des victimes de la tuerie de Hébron, qui avait freiné les négociations entre Israël et l'OLP, le groupe intégriste Hamas a frappé hier matin au coeur d'Israël avec un attentat suicide qui a fait huit morts et une cinquantaine de blessés.

L'OLP et Israël s'accordent à voir dans cette action un motif supplémentaire de conclure leurs tractations serrées mais, à une semaine de l'échéance du 13 avril, qui aurait dû couronner le retrait de Jéricho et Gaza, les deux parties s'adonnent à un nouveau bras de fer.

L'attentat de Hamas a été commis avec une voiture piégée à un arrêt d'autobus d'Afula, une ville ouvrière de Galilée proche de la Cisjordanie, dont était originaire son conducteur de 19 ans, qui figure parmi les huit morts désintégrés par une charge de 175 kg d'explosifs.

Selon la police, la voiture bourrée d'explosifs a sauté alors que l'autobus était arrêté pour prendre en charge des passagers.

Des morceaux de corps ont été projetés à des dizaines de mètres à la ronde par le souffle de l'explosion. Les victimes étaient atrocement mutilées, parfois même décapitées, racontent des témoins. Le volant de l'autobus a été retrouvé à 30 mètres de là.

Des Juifs en colère ont scandé «mort aux Arabes» à Afula et des renforts de police ont dû être dépêchés dans les villages proches pour en protéger la population arabe

VOIR PAGE A 10: ATTENTAT

LES ACTUALITÉS

Bras de fer entre Québec et la SQ

PAGE A 4

INDEX

Les actualités...A2	Idées.....A9
Agenda culturel...B7	Le monde.....A6
Classées.....A4	Montréal.....A3
Avis publics.....B4	Mots croisés.....A6
Culture.....B10	Politique.....A5
Économie.....B2	Régions.....B1
Éditorial.....A8	Les sports.....B6



Météo
Faible neige
Max: 0
Détails en A4

VOIR PAGE A 10: SOUVERAINETÉ

ACTUALITÉS

REVENU Rétablir la confiance entre l'État et le citoyen

SUITE DE LA PAGE 1

contribuable n'aura plus à vider ses poches dès que le fisc le soupçonnera de fraude. Il s'agit, et de loin, du point majeur de la réforme, selon tous les comptables et fiscalistes interrogés.

Dorénavant, Revenu Québec aura à prouver ce qu'il avance avant de passer à la caisse.

Terminée donc l'époque où Revenu Québec pouvait ordonner à 113 000 Québécois — comme ce fut le cas en décembre dernier — de rembourser dans un délai de 21 jours un crédit d'impôt auquel ils n'avaient (apparemment) pas droit — sans preuve sérieuse.

«Tout le monde est satisfait et heureux du travail accompli par les experts nommés par M. Vallerand, explique Paul-André Paré.

«Le ministre lui-même, le gouvernement, les mi-

nistres et les employés du ministère du Revenu avec qui j'en ai parlé, tous ont eu la même réaction: il s'agit d'un excellent rapport».

«Un rapport qui nous fournit les outils nécessaires pour que nous cessions d'être perçus comme une bande de voleurs. Mais un rapport dangereux si on ne fait pas attention de bien encadrer les droits qui seront accordés. Il reste à ficeler le tout pour éviter que Québec se retrouve avec un problème beaucoup plus grand que celui qu'il tente de solutionner: l'évasion fiscale».

Le sous-ministre Paré reconnaît que le phénomène s'est aggravé au fil des ans en raison de l'appétit croissant du gouvernement. Parce que de plus en plus de gens tentent de «voler le voleur», pour ainsi dire.

«Il y a une relation de confiance à rétablir entre l'État et le citoyen, c'est évident, dit-il. S'il y a évasion fiscale, c'est en partie parce que les gens en ont assez de croire

qu'on abuse d'eux. Or, en introduisant une Charte des droits du contribuable, le gouvernement lance un important message aux citoyens. Ils y verront — enfin je l'espère — un signe de bonne volonté, un geste d'ouverture pour humaniser nos rapports trop souvent caractérisés par la violence verbale».

«Cependant, et c'est là entre autre que le travail n'est pas terminé, nous devons imaginer une formule pour que le contribuable comprenne très bien que s'il a des droits, il a aussi des responsabilités envers nous».

Et le mot responsabilité est fondamental, précise M. Paré. «On ne veut pas que la Charte soit perçue comme une poignée qu'utiliseront les payeurs de taxes pour faire ce qu'ils veulent sans rien donner en retour».

«Avec toutes les chartes que nous avons aujourd'hui, la situation est telle que nous pourrions bientôt voir des enfants poursuivre leurs parents parce qu'ils veulent

les obliger à faire leurs devoirs. La bonne foi doit être partagée».

Le comité d'experts formé par M. Vallerand a remis son rapport final au début de la semaine dernière. Le rapport préliminaire — qui s'était retrouvé sur la place publique il y a quelques semaines à la suite d'une fuite — ne comportait aucune échéance précise; le rapport final oui.

«Près de la moitié de nos 43 recommandations pourront être appliquées dans les semaines à venir», a confié hier Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec et participant au comité de travail du ministre Vallerand.

M. Vallerand, comme le premier ministre Daniel Johnson et le ministre des Finances, André Bourbeau, les principaux acteurs dans ce dossier, se refusent à tout commentaire avant que le rapport final ne soit discuté au conseil des ministres.

SOUVERAINETÉ

Point de vue alarmiste en Alberta

SUITE DE LA PAGE 1

tion politique du Québec, c'est un faux débat, dans l'optique de Ronald Duhamel. Tout simplement, parce qu'il ne croit pas à la souveraineté du Québec. Il prédit qu'elle ne se réalisera jamais. Même dans l'hypothèse d'une victoire du oui au référendum postélectoral, il prévoit qu'Ontario et Québec négocieront un compromis. «Il y aura des ententes qui permettront au Québec de rester à l'intérieur du giron canadien».

Cette assurance n'est pas partagée par le président de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO). À l'analyse, Jean Tanguay conclut que l'aventure souverainiste québécoise pourrait être plus ou moins nuisible aux minorités francophones hors Québec. Est-ce que le gouvernement de l'Ontario renierait les droits acquis sur le concept de la dualité linguistique? Est-ce qu'il cessera de dispenser des services publics en français? Le président de l'ACFO l'ignore mais il lui paraît évident que la séparation du Québec ne pourrait améliorer la situation. Il souhaite donc une victoire référendaire du non.

Le point de vue le plus alarmiste et agressif vient du président de l'Association canadienne-française de l'Alberta. De l'avis de Paul Denis, la souveraineté du Québec serait «mortelle» pour les communautés francophones hors Québec et il ne faut pas permettre que cela se produise. «Le Québec fait partie du Canada que j'aime et je voudrais dire aux Québécois qu'ils n'ont pas le droit de se séparer de mon Canada sans m'en parler ou sans que j'aie le droit de donner mon opinion, le droit de voter au référendum. Ils déchirent mon Canada en faisant cela et moi je deviens homme sans pays».

Cela dit, M. Denis n'y croit pas davantage que le député Duhamel à la possibilité d'un Québec souverain. «Si les Québécois votent en faveur de la séparation, ce ne sera pas la fin du Canada mais le début d'une nouvelle négociation sur l'avenir du Canada». À l'instar du libéral Duhamel, il perçoit une bonne dose d'opportunisme dans l'intervention de Lucien Bouchard.

Au fil des décennies, au prix d'âpres et incessantes luttes, les francophones hors Québec se sont vu reconnaître un certain nombre de droits fondamentaux. La présidente de la Fédération des communautés francophones et acadiennes croit que ce combat n'aura jamais de cesse. Claire Lantelgue reconnaît le bien-être des Acadiens du Nouveau-Brunswick, où Frank McKenna a traduit dans une loi le principe d'égalité des deux communautés. Elle donne raison à Lucien Bouchard et reconnaît que le Québec aurait pu faire mieux qu'il a fait pour les minorités francophones. Elle s'en est confiée récemment au premier ministre Daniel Johnson ainsi qu'au chef de l'opposition, Jacques Parizeau.

Dans les autres provinces, le sort des communautés francophones est moins reluisant qu'au Nouveau-Brunswick. Président de l'ACFO, Jean Tanguay prêche la réciprocité entre les francophones de l'Ontario et les anglophones du Québec. Un peu grâce à Lucien Bouchard, la communauté y a obtenu son premier collègue de langue française. Mais elle continue de revendiquer la gestion de ses commissions scolaires, ce que l'Alberta et la Saskatchewan viennent tout juste d'accorder à leur communauté francophone. Une promesse que le Manitoba tarde à remplir.

Les Franco-Ontariens réclament par ailleurs le contrôle du dossier de la formation professionnelle, ainsi qu'une première université de langue française. L'ACFO a récemment discuté le coup avec Eddie Goldenberg et Jean Pelletier, les deux plus influents conseillers politiques de Jean Chrétien. «C'est très loin de la réciprocité», souligne Jean Tanguay.

Le président des francophones de l'Alberta reconnaît que la cause de sa communauté a fait «des pas de géant» au cours de la dernière décennie. Paul Denis trouve particulièrement importante la concession du gouvernement concernant la gestion des commissions scolaires francophones. Mais il estime qu'il faut continuer à exiger plus de services publics en français.

Les francophones hors Québec estiment que si ce n'était de la lenteur administrative du fédéral, bon nombre de leurs griefs et revendications auraient déjà été résolus. Ce sont les ententes Canada-communautés qui prennent du temps à se concrétiser. Depuis janvier, les dirigeants de la Fédération ont envoyé des délégations auprès de plusieurs ministres fédéraux et ont eu des entretiens avec Lucien Bouchard. «C'est le temps que ça bouge», prévient Claire Lantelgue.

L'avenir du Dr Marier

Le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), le Dr Robert Marier, fera part aujourd'hui de sa décision concernant son avenir à la présidence de ce regroupement de médecins. Le conseil d'administration de la FMSQ a servi lundi un ultimatum sévère au Dr Marier, l'obligeant de démissionner dans les 48 heures. Cela, en raison d'un mouvement de grogne qui est né au sein de diverses associations de médecins spécialistes, mécontents de certaines décisions arbitraires et du style autocratique du Dr Marier. Selon toute vraisemblance, ce dernier devrait annoncer sa démission ce matin.

Il s'appelle Rivière...



PHOTO PC

SPARKY, la maman hippopotame du zoo de Calgary, protège son rejeton de trois semaines, qui vient d'être baptisé Mto, ce qui signifie rivière en souahéli, une langue bantoue, parlée en Afrique orientale. Mto a été choisi dans une banque d'environ 3700 noms.

CANADA

«La culture de masse disparaîtra»

SUITE DE LA PAGE 1

sans sourire. «Et l'un des plus importants surplus commercial au monde.» Leader mondial en son domaine, le fabricant de logiciels Microsoft est basé à Redmond, en banlieue de Seattle, dans l'État de Washington.

De la deuxième vague, issue de la révolution industrielle, à la troisième vague, celle de l'information et de la connaissance, la transition, déjà amorcée, va être particulièrement douloureuse. «Durant la période de transition, les gouvernements doivent prendre conscience des coûts sociaux considérables», a prévenu M. Toffler.

Dans *Le Choc du futur*, paru à la fin des années 60, «ma femme et moi n'avons pas été assez radicaux. Nous croyions naïvement les économistes des années 60 qui soutenaient qu'on pouvait ajuster finement (fine-tune) l'économie».

Soulignant «la désorganisation stratégique totale», le «vacuum stratégique» des gouvernements face à l'émergence d'un «système global», M. Toffler a signalé que le chômage actuel est un problème structurel qui ne disparaîtra pas grâce à des solutions dépassées. «Dans une économie industrielle, les gouvernements pouvaient toujours dépenser de l'argent pour créer des emplois «facilement interchangeables».

À l'ère de l'autoroute électronique, les employés ne

sont plus interchangeables et leurs emplois requièrent des «compétences poussées».

«Le magasinage électronique va détruire énormément d'emplois qui demandent peu de qualifications. Je n'entends jamais parler de ça», déplore M. Toffler.

Selon le futurologue, il existe peu de relations entre les aptitudes requises pour remplir les postes d'aujourd'hui et les compétences de la main-d'œuvre, une tendance qui s'accroît. «On peut former les gens. Mais le problème avec la formation, c'est qu'une fois achevée, elle doit être recommandée», a-t-il indiqué.

Notre société doit poser la question suivante: «Qu'est-ce qu'une économie?», est d'avis M. Toffler qui souligne que d'énormes pans de l'économie ne sont pas pris en compte.

Dans une économie de la connaissance, la nature du capital change: «De plus en plus d'intangible entre en ligne de compte et de nouvelles façons de calculer la valeur apparaissent», souligne M. Toffler.

Avec l'arrivée «des 500 canaux ou d'un nombre infini de canaux» de télévision, la culture de masse disparaîtra, prédit-il. «Dans *Le Choc du futur*, je prévoyais la segmentation des marchés, les niches. Aujourd'hui, on peut parler de «marché parcarella» qui se limite à une seule famille» ou à un très petit groupe de familles, observe le futurologue.

Le gouvernement doit être recalé, dit Lorraine Pagé

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — Pour les «dégâts» qu'il a causés au monde de l'éducation, le gouvernement libéral n'a pas de bonnes notes et il doit être recalé lors de son examen électoral, estime la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Lorraine Pagé.

Inaugurant mercredi les travaux du conseil général de la CEQ, Mme Pagé a tracé un bilan sévère de l'administration Bourassa-Johnson.

«Très bientôt, nous aurons l'occasion de porter un jugement sur ce gouvernement. Nous l'attendons de pied ferme, quel que soit le moment du rendez-vous», a déclaré la présidente des enseignants.

En matière d'éducation, Mme Pagé a rappelé les gestes suivants faits par l'administration libérale depuis 1986:

- il a levé le moratoire sur l'ouverture d'écoles privées;
- les services aux jeunes issus de milieux pauvres ou aux élèves handicapés ne se sont guère améliorés;
- adoption des lois 102 (gel des salaires) et 198 (réduction des effectifs) sur les conditions de travail des enseignants;
- échec jusqu'à maintenant de la campagne pour promouvoir la réussite scolaire: le taux d'élèves n'obte-

nant pas leur diplôme du secondaire est retombé à 36%;

■ vision «passiviste» du gouvernement en matière de réforme des niveaux primaire et secondaire;

■ adoption de la loi 107 sur les écoles linguistiques, qui va conduire à «l'émiettement du réseau public»;

■ imposition de frais de scolarité aux étudiants du cégep qui échouent des cours. «Le Québec est devenu le premier État du monde à taxer l'échec scolaire», a dit Mme Pagé.

De plus, Mme Pagé a rappelé que le bilan du gouvernement n'est pas meilleur dans les autres secteurs de l'administration publique.

Dans le domaine de la santé, on a assisté à «une érosion des acquis» que la société a mis en place depuis 30 ans: les soins dentaires pour les enfants de 10 à 16 ans ne sont plus couverts par l'assurance-maladie, tout comme les examens de la vue pour les personnes de 18 à 64 ans. De plus, les personnes âgées doivent déboursier 2\$ pour leurs prescriptions médicales.

D'autres projets de cette nature circulent, a poursuivi la présidente de la CEQ: abolition de la gratuité des médicaments pour les personnes atteintes de la fibrose kystique ou du cancer, négociations en catimini avec les médecins sur leurs conditions de travail, toutes des mesures qui «accroissent l'écart entre les plus favorisés et les moins bien nantis de la société».

ATTENTAT

«Pont» de trois jours en Israël

SUITE DE LA PAGE 1

israélienne, mais le gouvernement a affirmé qu'il ne «permettrait pas que cette action perturbe le processus de paix».

Le ministre israélien Yossi Sarid a estimé qu'arrêter les pourparlers reviendrait à s'en remettre à «ces kamikazes» et le négociateur palestinien Nabil Chaat a renchéri que l'attentat démontrait la nécessité d'un accord rapide «pour faire cesser les tueries de toutes parts, à Gaza, à Hébron ou à Afula».

Les délégués israéliens ont pourtant quitté abruptement Le Caire hier pour un «pont» de trois jours en Israël, au grand étonnement de l'Égypte, dont le ministre des Affaires étrangères Amr Moussa, se départissant de sa réserve habituelle de médiateur, a parlé de «nouveau délai sans bonne raison».

Chaot, qui a cherché à dissuader les Israéliens de partir, a jugé que leur absence était un geste «injustifié et absolument inutile» qui mettait en doute leur «volonté de finir dans les temps» même s'ils ont promis de rester en contact par téléphone et télécopie.

Ce contretemps est intervenu alors que le président Hosni Mubarak et Moussa recevaient Yasser Arafat, Yasser Abed-Rabbo, porte-parole de l'OLP à Tunis, et Chaat pour tenter d'aplanir les difficultés concernant la passation de pouvoirs entre Israël et l'OLP.

À l'issue de son entretien avec Moussa, Arafat a critiqué l'attitude d'Israël, affirmant: «Malheureusement, nous n'avons pas vu de la part d'Israël une application rapide, honnête et précise de ce qui a été conclu».

Selon Chaat, le calendrier du retrait de l'armée israélienne et du déploiement concomitant des 9000 policiers palestiniens «est totalement au point, le seul problème étant le point de départ, à savoir le jour de la signature de l'accord».

Le général palestinien Nasr Youssef, nommé chef de la police dans les futures zones autonomes, estime que «les Israéliens tergiversent et font traîner les choses en se refusant à fournir la date précise et ferme» de leur départ définitif.

Il considère le 13 avril comme la dernière date acceptable pour entamer un retrait israélien n'excédant pas trois semaines. Arafat a insisté lui aussi pour que cette date symbolique soit respectée et a demandé à Mubarak d'intervenir en ce sens auprès d'Israël.

Avant de s'engager, Israël, qui a commencé à évacuer ses QG à Gaza et Jéricho, souhaite que les policiers palestiniens se mettent en place progressivement et discrètement afin d'assurer une transition en douceur sans tambour ni trompette.

Au contraire, l'OLP, impatiente de voir et savoir qu'Israël se retirera d'un coup et soucieuse d'éviter une collaboration voyante et prolongée, préfère un déploiement massif et rapide de ses forces, lourd de symboles nationaux.

Cette querelle explique pourquoi l'OLP a mis hier Israël dans une situation délicate en boycottant la remise des locaux de la caserne de police qu'elle avait évacuée la veille à Gaza.

Les principaux officiers de police israéliens de la bande de Gaza ont vainement attendu les représentants de l'OLP pour leur remettre les locaux en main propre. Hicham Abdel-Razek, un des responsables du mouvement de Yasser Arafat sur place, a expliqué à la radio israélienne que l'OLP ne se prêterait au jeu qu'en vertu d'un accord global en bonne et due forme au Caire.

Louis Plamondon plaide coupable

Ottawa (PC) — Le député du Bloc québécois Louis Plamondon a plaidé coupable, mercredi, à l'accusation d'avoir sollicité les services d'une prostituée.

Toutefois le tribunal lui a accordé une libération complète, ce qui signifie que M. Plamondon n'écopera pas d'une peine de prison, qu'il ne paiera pas d'amende et qu'il n'aura pas de dossier judiciaire.

Le député a expliqué après une brève audience dans un tribunal d'Ottawa qu'il avait décidé de plaider coupable pour en finir rapidement avec cette histoire.

Il a dit qu'il ne croyait pas que l'accusation portée contre lui embarrasserait le Bloc et qu'il entend continuer à siéger comme membre du parti.

Le député Plamondon, qui est âgé de 50 ans, a été accusé après avoir sollicité les services d'une prostituée, qui était en fait une policière, dans le secteur du marché Byward, près de la colline parlementaire à Ottawa, en mars 1993.

À l'époque, le député avait soutenu qu'il avait été victime d'une mauvaise plaisanterie entre amis.

Une libération complète est chose courante lors d'une première infraction pour ce genre de délit.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS
ANNONCES CLASSÉES
PUBLICITÉ
NUMÉRO SANS FRAIS

(514) 985-3344
(514) 985-3344
(514) 985-3399
1-800-363-0305

Extérieur (sans frais)
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À DE 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE,
MONTREAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

XXM	TSE-300	DOW JONES	S CAN	OR
+19.21 2000.41	+39.97 4313.26	+4.32 3679.73	-0.15 72.12	+0.50 384.90

Dollar canadien et taux d'intérêt demeurent sous pression

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Dollar et taux d'intérêt sont demeurés hier sous pression alors que la volatilité, l'extrême volatilité, qui caractérise le cours des marchés financiers depuis maintenant trois semaines a pesé encore une fois de tout son poids.

Après avoir amorcé la journée d'hier avec assez de force pour doper les taux d'intérêt, le dollar a perdu du progressivement du terrain pour terminer à 72,12 cents américains, soit une baisse de 15 centimes sur le niveau atteint avant-hier.

De leur côté, les bons à trois mois se sont échangés à un taux de 5,83% qui laisse présager un recul de 12 centimes du taux directeur de la Banque du Canada. Cette dernière incidemment est intervenue avec force dans la matinée d'hier après avoir jugé que la baisse observée en début de séance avait été trop marquée.

Sur le coup des 10 heures, la Banque centrale s'est mise à vendre des trois mois lorsqu'ils se sont posés sur la crête des 5,65% après que ces derniers eurent enregistré une diminution de 40 points de base dans la foulée d'une progression assez spectaculaire du dollar.

Directeur du marché monétaire à la Banque de Montréal, M. Pierre Ghazi a confié que l'intervention signée par la banque du Canada est un signal indiquant qu'elle estime à 5,65% le niveau acceptable des bons à trois mois. En tout cas, «le marché a compris, de poursuivre M. Ghazi, que c'est le niveau le plus

bas souhaité par la Banque centrale.»

Si elle est pour le moment encline à accepter une baisse du taux directeur, l'analyste de la Banque de Montréal s'attend par contre à ce que la Banque du Canada intervienne à plusieurs reprises au cours des prochains jours.

Encore une fois, les investisseurs étrangers ont rythmé le ton des transactions en se montrant d'entrée de jeu friands de produits financiers libellés en dollars canadiens. Cet engouement s'est traduit par une embellie du dollar à laquelle les trois mois ont répondu en reculant rapidement. La devise a atteint un maximum de 72,52 cents américains et un minimum de 72,10 cents.

Attentisme

Selon M. Benoît Durocher, économiste à la Banque Royale, il est probable que les grandes institutions financières vont adopter une attitude attentiste pendant encore quelques jours afin de déterminer, si possible, l'évolution des marchés financiers au cours des prochaines semaines.

Pour les banques, le quiz de l'heure est de savoir si les échos enregistrés au cours des derniers jours laissent entrevoir un renversement de tendance. C'est après qu'elles agissent en augmentant ou en diminuant leur taux préférentiel.

Actuellement, la marge entre le taux directeur et le taux préférentiel est de 54 points, soit une marge, si on se fie à l'écart historique, qui laisse envisager un bouleversement à la hausse de la grille des taux administrés par les grandes banques.

Première grève des routiers américains depuis 1979

Leurs collègues canadiens craignent des mises à pied et les manufacturiers, des pénuries

D'APRÈS AP ET PC

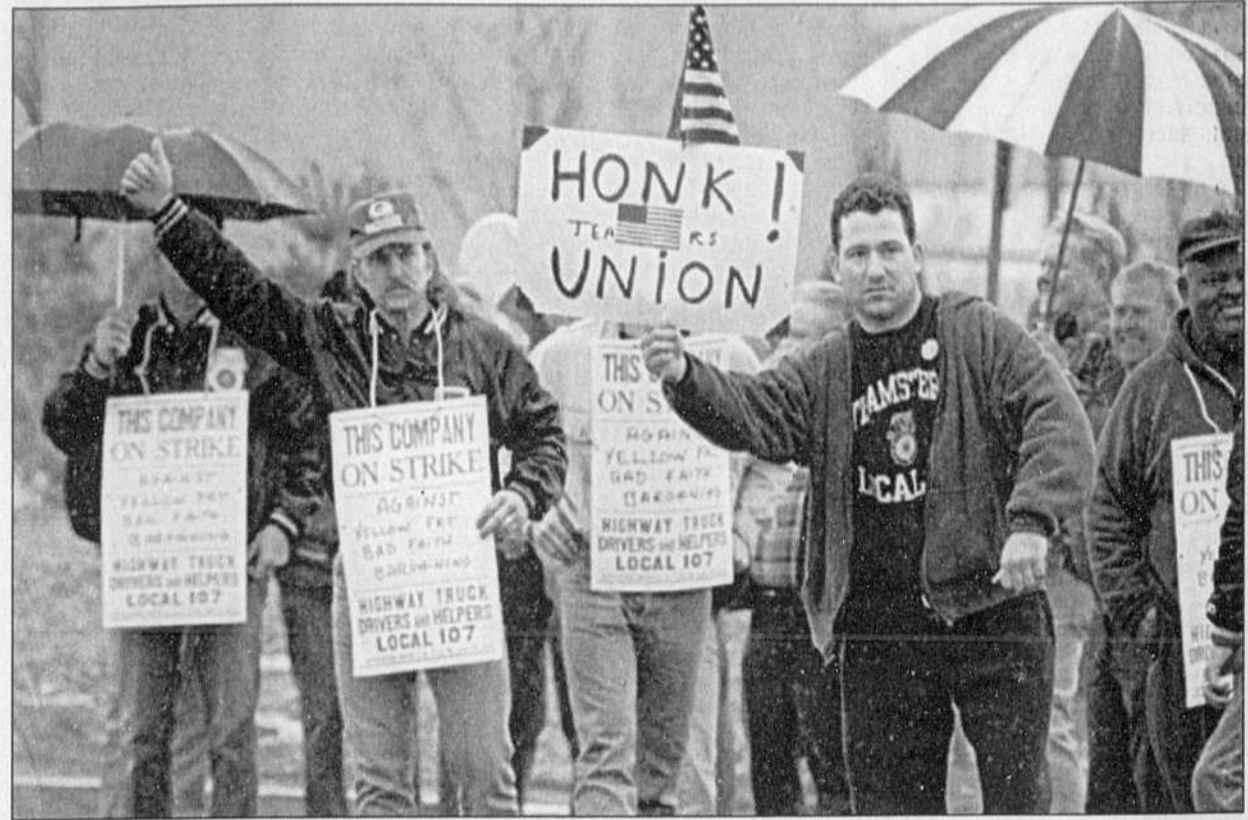
Washington (AP) — Pour la première fois depuis 1979, les syndicats de routiers américains se sont mis en grève hier dans l'ensemble du pays, à l'appel de 22 syndicats et pour protester contre un recours croissant à une main-d'œuvre à temps partiel et au chemin de fer.

Environ 75 000 routiers ont commencé à midi à établir des piquets de grève et 30 000 autres pourraient se joindre au mouvement de protestation, risquant ainsi d'étendre le conflit à l'échelle nationale. On n'a pas signalé d'incident graves, mais quelques cas de vandalisme contre des camions.

La grève devrait avoir peu de conséquences immédiates pour le grand public. Les routiers en grève transportent en général des matières premières, non des produits alimentaires, qui sont acheminés par les flottes de camions des chaînes de supermarchés. Les grands entreprises de l'automobile ont également fait savoir mercredi que la grève n'aurait pas de conséquences pour elles, au moins dans l'immédiat. En revanche, les routiers non syndiqués ont peur d'éventuelles intimidations.

Les camionneurs canadiens craignent des mises à pied, et les manufacturiers canadiens appréhendent des pénuries à la suite du déclenchement de la grève des routiers américains, mercredi. «Je soupçonne que d'ici un ou deux jours cela voudra dire des mises à pied ici», a dit hier M. Charles Thibeault, président des Teamsters de l'Ontario.

Selon lui, environ 900 personnes se retrouveront au chômage si la grève se poursuit la semaine prochaine. M. Arthur Servant, le président de



Piquetage hier devant les bureaux d'une entreprise de camionnage de Pennsylvanie, où des actes de violence avaient fait un blessé léger la nuit précédente.

Cabano Transport, la plus grosse entreprise de camionnage au Québec, a indiqué que la grève n'avait pas encore eu d'effets sensibles sur les activités de sa compagnie. Mais il disait s'attendre à en ressentir les répercussions si le débrayage se poursuivait «une couple» de jours.

Pour la première fois depuis 1979, 75000 routiers américains ont débrayé tôt hier, alors que le syndicat des Teamsters érigait des piquets de grève. Ils protestent contre le re-

cours croissant à la sous-traitance et à la main-d'œuvre à temps partiel.

Toujours selon M. Thibeault, les Teamsters canadiens ne prévoient pas intervenir directement pour appuyer la grève américaine. Mais il a prédit que les camionneurs canadiens travaillant pour des compagnies qui livrent des produits américains vont ressentir presque immédiatement l'impact de la grève.

Le débrayage, qui risque d'affecter le transport transfrontalier par ca-

mion, pourrait entraîner des difficultés particulières pour l'industrie canadienne de l'automobile, puisque les grands manufacturiers ne conservent généralement qu'un faible stock de pièces en réserve.

Plusieurs des 22 compagnies américaines visées par la grève ont des installations au Canada et plusieurs entreprises canadiennes de camionnage dépendent des routiers américains pour la distribution de leurs chargements au sud de la frontière.

Tirée par les mini-fourgonnettes

L'industrie canadienne de l'auto poursuit sa remontée

Toronto (PC) — La vogue grandissante des mini-fourgonnettes a permis à l'industrie canadienne de l'automobile de poursuivre sa modeste remontée en mars, pour le troisième mois consécutif.

Les fabricants canadiens et étrangers de véhicules automobiles ont affiché hier une augmentation de 8,5% de leurs ventes de voitures neuves et de camions légers pour le mois de mars, comparativement au même mois l'an dernier. Les ventes sont ainsi passées de 111 819 en mars 1993 à 121 376 le mois dernier.

L'industrie sort d'une période de baisse de ses ventes qui aura duré cinq ans. Les économistes estiment qu'il s'agit là d'un signe que les consommateurs reprennent confiance petit à petit dans l'économie et, partant, que la reprise est bien amorcée.

Les Trois Grands de l'auto ont connu ensemble une augmentation de leurs ventes de 13%. General Motors menant le bal avec des ventes de 39 123 véhicules en mars, une hausse de 20,4% par rapport à mars 1993.

Selon Tom Mason, vice-président marketing chez GM, il faut d'abord en féliciter les concessionnaires, qui ont apporté des améliorations à leur service après-vente et à leur service des pièces, et ont développé un système de «prix ferme», qui élimine le marchandage sur 85% des véhicules GM.

«Les clients qui avaient choisi de garder leur vieux véhicule sont maintenant de retour chez les concessionnaires et apprécient cette nouvelle approche», ex-

plique-t-il.

Tout comme ses concurrents canadiens, GM a réalisé la majeure partie de ses hausses de ventes au chapitre des mini-fourgonnettes. Sa Pontiac Trans Sport et sa Chevrolet Lumina ont connu des hausses de ventes de 135%, alors que les ventes de la Chevy Astro et de la Safari ont grimpé de 80%.

Chez Chrysler Canada, les ventes en mars ont augmenté de 6,6%, avec 29 097 véhicules, assez pour déloger Ford de sa traditionnelle deuxième place. Il s'agit d'un record mensuel de ventes pour la société basée en Ontario.

Ford du Canada, elle, a enregistré des ventes de 24 019, en hausse de 10%. Là encore, les mini-fourgonnettes ont été responsables d'une bonne partie de cette hausse, avec des ventes qui ont augmenté de 13% par rapport à mars 1993.

Les constructeurs étrangers ont vu de leur côté leurs ventes continuer à péricliter en mars — de 3,9% par rapport au même mois l'an dernier.

Comme d'habitude, ce sont les Japonais qui ont écopé le plus durement: Toyota, par exemple, a vu ses ventes baisser de 10,7%, avec 4607 véhicules vendus, alors que Mazda perdait 8,4% (3320 véhicules) et Nissan, 10% (2630).

Mais Honda, qui table sur son nouveau modèle Accord, a augmenté ses ventes de 7,4%, avec 6928 véhicules vendus en mars.

Les économistes y voient un signe que les consommateurs reprennent confiance dans l'économie.

EN BREF

EXCÉDENT NET DE 14 MILLIONS POUR PROMUTUEL

Au terme de son dernier exercice financier, l'assureur de dommages et de personnes Groupe Promutuel affiche un excédent net de 14 millions\$, en hausse de plus de 55% par rapport à 1992. On explique ces résultats par la diminution du taux de sinistres automobiles, et une gestion plus rigoureuse. De fait, le Groupe Promutuel a indemnisé ses assurés pour un montant global de 84 millions\$, en baisse de 8 millions\$ comparativement à 1992. Le chiffre d'affaires du groupe atteint maintenant 158 millions\$, en croissance de 3,5% par rapport à 1992. L'actif des membres totalise 283 millions\$ et leur avoir atteint 124 millions\$, des hausses de 7,6% et de 11,7% respectivement. (PC)

AMR SUPPRIME 50 POSTES DE PILOTES

Dallas (AFP) — American Airlines a annoncé hier qu'elle prévoit 50 suppressions d'emplois de pilotes au 1er juin et qu'elle pourrait supprimer davantage que les 450 à 500 emplois de pilotes annoncés début 1994. Cette nouvelle vague de licenciements reflète les efforts d'AMR, la maison-mère d'American, pour redevenir bénéficiaire. La stratégie d'AMR comprend un accroissement des vols sur les trajets bénéficiaires, l'abandon des trajets non rentables et le transfert de ressources vers des secteurs non-aériens bénéficiaires. American a indiqué que sa capacité sera réduite d'environ 7% en 1994, en raison de l'abandon de certains marchés et la réduction du nombre de vols quotidiens. Pour l'exercice 1993, AMR a accusé une perte nette de 110 millions\$ US (2,23\$ US par action) contre une perte nette de 935 millions\$ US en 1992 sur un chiffre d'affaires de 15,8 milliards\$ US contre 14,4 milliards un an avant.

AIR CLUB LOUE SON PREMIER APPAREIL

Le nouveau transporteur en vols notés, Air Club International, a signé hier une entente avec la Potomac Investment Corp., de Washington, portant sur la location d'un B747-200. Cet appareil, le premier des deux devant être exploités par Air Club cet été, sera basé à Vancouver au plus tard le 11 juin. L'appareil de 480 sièges sera affecté cet été à la desserte de Londres, Belfast, Glasgow et Manchester, au Royaume-Uni, ainsi que de Francfort et Amsterdam, au départ de Vancouver, Calgary et Edmonton. Air Club précise dans son communiqué qu'une autre entente de location pour un deuxième gros-porteur, basé cette fois à Mirabel, sera annoncée sous peu.

GALA ANNUEL DE L'ORDRE DU MÉRITE

27^e remise de l'Ordre du mérite des Diplômés de l'Université de Montréal à

Monsieur Serge Saucier
HEC 1964
Président
et chef de la direction
de Raymond, Chabot, Martin, Paré

Sous la présidence d'honneur
du Révérend Père Marcel De La Sablonnière
Président du conseil
du Groupe Immaculée-Conception
en présence du recteur
Monsieur René Simard

Le vendredi 29 avril 1994
à 18 h 30
dans le Salon ovale
du Ritz Carlton
1228, rue Sherbrooke Ouest
à Montréal

Au programme

18 h 30

Cocktail

19 h 30

Remise de l'Ordre du mérite
20 h 30 à minuit
Dîner

Pour réservation

Veuillez communiquer
avec le secrétariat de l'Association
au (514) 343-6230

Prix du billet

175 \$ (taxes incluses)

Tables corporatives disponibles
10 personnes par table
Tenue de ville



Université de Montréal
Les Diplômés

La Corporation d'assurance de personnes La Laurentienne
La Laurentienne Vie Inc.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ANNUELLES

Avis est par les présentes donné que les assemblées générales annuelles des actionnaires et des porteurs de polices avec participation de la Corporation d'assurance de personnes La Laurentienne et de La Laurentienne Vie Inc. seront tenues le mardi 3 mai 1994 à 15 h 00, à la Salle La Laurentienne du Complexe La Laurentienne, 500, Grande Allée Est à Québec.

Le but de ces assemblées générales annuelles est, pour chacune de ces entités légales:

- de recevoir les états financiers ainsi que le rapport des vérificateurs et de l'actuaire responsable de l'évaluation;
- d'élire les administrateurs;
- de nommer les vérificateurs; et
- de discuter toutes autres questions qui pourront être soumises à l'assemblée.

Le secrétaire,
Pierre Rousseau
Québec, le 7 avril 1994

C'est beau la vie

DONNEZ!



La Société canadienne
de la Croix-Rouge
Division du Québec

LE DEVOIR

LES SPORTS

EN BREF

FEDEROV ÉBRANLÉ

Vancouver (PC) — Sergei Fedorov a obtenu son congé de l'hôpital, tard mardi soir, après qu'il eût subi une légère commotion cérébrale lors du match opposant les Red Wings de Detroit aux Canucks de Vancouver.

IRVINE SUSPENDU

Paris (AP) — La Fédération internationale de l'automobile (FIA) a suspendu hier le pilote irlandais Eddie Irvine (Jordan) pour trois Grands Prix après son implication dans l'accident survenu lors du Grand Prix d'ouverture de la saison au Brésil le 27 mars dernier.

MATCH ALLEMAGNE-ANGLETERRE ANNULÉ

Londres (AFP) — La Fédération anglaise de football a décidé hier à Londres, lors d'une réunion extraordinaire de son comité exécutif, de renoncer «à cause des risques trop grands» au match amical que devait disputer son équipe nationale contre l'Allemagne, championne du monde, le 20 avril à Berlin.

HARDING N'IRA PAS CHEZ LES CLINTON

(AFP) — La patineuse Tonya Harding ne figurera pas dans la délégation olympique américaine qui sera reçue le 13 avril par le Président Bill Clinton à la Maison Blanche.

TOUT LE MONDE DEHORS

(Reuters) — L'équipe de football du Ghana, les «Black Stars», a été dissoute après sa défaite 2-1 face aux «Eléphants» de Côte d'Ivoire en qualifications de finale de la Coupe d'Afrique des nations.

INDURAIN ABANDONNE

Reuter — Miguel Indurain a abandonné mercredi lors de la 3e étape du Tour du Pays basque entre Vitoria et Balmaseda (209 km) remportée par le Suisse Toni Rominger.

LES EAGLES VENDUS

(AP) — Les Eagles de Philadelphie ont été vendus au producteur de cinéma Jeffrey Lurie pour la somme de 185 millions\$, ce qui constitue un record dans les années du sport professionnel.

Expos 9, Astros 3

Alou et Walker s'illustrent

MICHEL LAJEUNESSE PRESSE CANADIENNE

Houston — Felipe Alou ne pouvait demander mieux pour une première série à l'étranger. Hier, les Expos étaient déchaînés en attaque et ils ont facilement battu les Astros de Houston 9-3 pour arracher un deuxième gain dans la série inaugurale de trois matches.

Du même coup, les Expos ont procuré au gaucher Kirk Rueter sa première victoire de la saison, lui qui a porté sa fiche en carrière à 9-0. Le jeune gaucher n'avait même pas à être à son meilleur parce que l'attaque lui a procuré un

coussin plus que confortable.

Larry Walker, avec deux doubles et un simple, et Moises Alou, avec son premier circuit et un double, ont dirigé l'attaque de 13 coups sûrs en produisant deux points chacun.

Quand on dit que les choses allaient mal pour les Astros, il suffit de mentionner que même Gil Heredia, avec un simple quand les coussins étaient tous occupés en septième, a produit un point pour les Expos, son premier en carrière. Rueter semble toujours trouver un moyen pour s'en sortir. En cinq manches de travail, il a permis cinq coups sûrs, deux buts sur balles et trois points, dont deux mérités seulement.

La sortie de Lemieux a plu à Pagé

ROBERT LAFLAMME PRESSE CANADIENNE

Québec (PC) — La virulente sortie de Mario Lemieux contre l'accrochage dans la LNH a grandement plu à Pierre Pagé qui tient le même discours que le joueur vedette des Penguins de Pittsburgh depuis le début de la saison.

«Je comprends la frustration de Mario, a grogné l'entraîneur au lendemain de la performance peu édifiante des Panthers de la Floride. Il a amplement raison. Les joueurs vedettes n'ont pas d'espace de manœuvre sur la glace. Mario est frustré même s'il n'a pris part qu'à une vingtaine de matches cette saison.

«C'est inacceptable, a-t-il continué. Je m'explique mal qu'on tolère l'accrochage et l'obstruction de la sorte. Les gouverneurs veulent régler le problème l'été prochain. Je suis assuré qu'ils feront quelque chose. Je souhaite qu'ils le fasse avant la séance de repêchage parce que la déci-

sion qu'on prendra influencera la philosophie de l'organisation.»

Les succès des Panthers rappellent à l'entraîneur l'époque où Fred Shero incitait les joueurs des Flyers de Philadelphie à commettre plusieurs infractions pour mélanger l'officiel le plus possible.

«Il disait aux joueurs que l'officiel n'oserait pas infliger les pénalités à répétition contre la même équipe», a souligné Pagé qui a lancé une flèche à l'endroit des dirigeants des Blackhawks de Chicago.

«Les Blackhawks étaient au dernier rang de leur division quand on a modifié les règlements la saison dernière après quelques mois seulement d'application. Ils ont terminé le calendrier régulier en deuxième position.»

Le capitaine Joe Sakic souhaite que la menace de Lemieux de prendre sa retraite réveillera les dirigeants de la LNH: «Il n'est pas le premier joueur à se plaindre mais personne n'avait encore réagi avec véhémence comme il l'a fait. Le moment est arrivé qu'on fasse quelque chose. Le sport est ennuyant. Les amateurs sont du même avis. Tout le monde constate la même chose. Les Panthers n'ont pas le choix de préconiser le style éteignoir pour être compétitifs. Leur principale préoccupation est de connaître du succès. Mais ce n'est pas de cette façon qu'on vendra le hockey.»

Lightning 3, Canadien 1

À sept points des Penguins

PRESSE CANADIENNE

On ne sait si c'est une question de climat, mais la Floride aura causé bien des problèmes au Canadien cette saison. Encore hier au Forum, le Lightning de Tampa Bay a presque annihilé ses chances de terminer au premier rang de sa division en lui infligeant une défaite de 3-1, sa première en 14 matches au Forum.

Le Canadien n'a qu'une victoire à ses huit derniers matches. Hué par des partisans impatients de plus en plus nombreux à la troisième période, il devra maintenant voir à éviter de terminer au sixième rang de l'Association Est, servi par une fin de calendrier peu commode, avec un seul match au Forum, contre les Penguins, et des visites à Buffalo, Hartford et Detroit; or le Canadien n'a pas gagné à l'extérieur lors de sept derniers matches...

Le Canadien a marqué six buts en quatre matches et remporté une seule victoire sur le Lightning en 1993-94, quand Patrick Roy a dû réaliser 37 arrêts pour le blanchir 1-0 au Forum, et il n'a pas battu les Panthers de la Floride une seule fois.

Mario Lemieux mis à l'amende

La vedette des Penguins en a assez de l'accrochage

Pittsburgh (AP) — Mario Lemieux a écopé d'une amende de 500\$ et la Ligue nationale lui a servi un avertissement pour sa conduite à l'endroit de l'arbitre Kerry Fraser.

Le joueur étoile des Penguins de Pittsburgh a quitté le banc des pénalités et s'est précipité vers Fraser, lundi, en première période, dans la victoire de 2-1 des Penguins aux dépens du Lightning de Tampa Bay.

La mise à l'amende de Lemieux a été annoncée plusieurs heures après qu'il se soit entretenu avec le vice-président de la LNH, Brian Burke, qui était à Los Angeles. Les Penguins étaient les hôtes des Devils du New Jersey, hier soir.

«Cette conduite ne peut être tolérée, a déclaré Burke dans un communiqué. Nos arbitres devraient avoir toute la latitude voulue pour rendre des décisions selon leur appréciation des choses.

L'amende de 500\$ représente le maximum autorisé par la convention collective entre la Ligue nationale et ses joueurs.

Lemieux et Fraser entretiennent des relations tendues depuis des années et Lemieux a avoué «que la situation avait dépassé les bornes et j'étais quelque peu irrité et j'ai tenté de m'expliquer avec lui».

Fraser n'a pas signalé d'infraction lorsque les défenseurs du Lightning Roman Hamrlik et Chris Joseph ont placé leurs bâtons entre les jambes de Lemieux et l'ont entraîné sur la glace alors qu'il contrôlait la rondelle. Il a toutefois décerné une pénalité à Lemieux quelques instants plus tard pour bâton élevé.

«C'est évident depuis quelques années qu'il y a de plus en plus d'accrochages et de geste visant à retenir, a affirmé Lemieux. C'est pourquoi les meilleurs joueurs ont peine à dépasser le cap des 50 buts maintenant. Autrefois, les gars marquaient 70, 80 et 90 buts. Il ne faut pas chercher l'explication plus loin. Je ne crois pas que ça va changer. Je joue dans cette ligue depuis 10 ans et rien

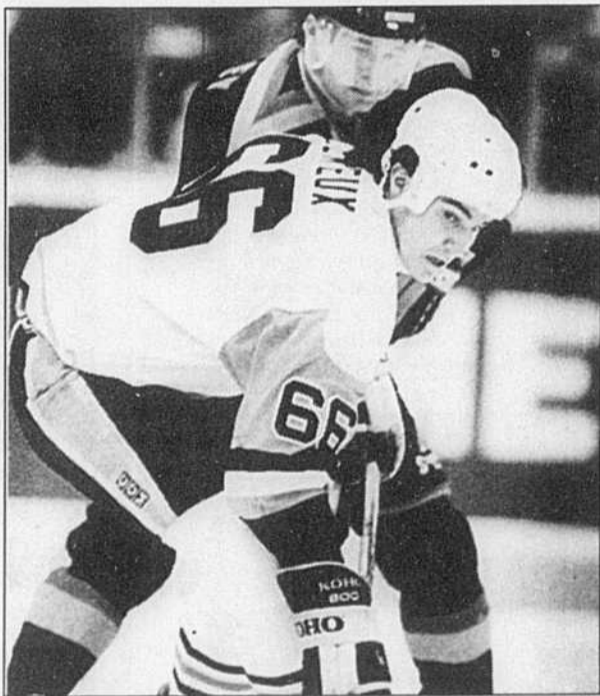


PHOTO ARCHIVES

Joueur dangereux s'il en est un, Lemieux a toujours un adversaire sur le dos.

n'a changé en 10 ans», a encore affirmé Lemieux.

Dans ses commentaires les plus cinglants depuis qu'il avait ridiculisé la Ligue nationale en 1992 en l'appelant «ligue de garage», Lemieux a révélé mardi que l'inertie de la ligue devant l'obstruction l'incitait à penser à la retraite.

Lemieux, qui a disputé seulement 19 matches cette saison en raison d'un problème chronique au dos, a ajouté que le laxisme au niveau des règlements l'amenait aussi à redouter d'éventuelles blessures au dos.

TENNIS

Rusedski et Lareau mordent la poussière

Tokyo (PC) — Greg Rusedski s'est incliné en livrant un match peu inspiré et Sébastien Lareau a été sévèrement battu alors que les espoirs du Canada se sont envolés, hier, lors de l'omnium de tennis du Japon disputé à Tokyo.

Rusedski n'a nullement souffert de la hanche qui l'avait incommodé lundi. Il a toutefois éprouvé de grandes difficultés avec son jeu, s'inclinant 7-5, 4-6, 7-6 (7-5) au deuxième tour face au Suédois Jonas Bjorkman.

Rusedski, 20 ans, de Pointe-Claire, est classé 59e au monde. Dans la première manche, il a eu trois balles de set, puis deux balles de match dans la troisième manche. Mais il n'a pu tirer profit de cet avantage face à Bjorkman, qui est 89e mondial.

Lareau, 20 ans, de Boucherville, devait encore combattre les effets du décalage horaire lorsqu'il a affronté Ivan Lendl, son idole de jeunesse. L'Américain, quatrième tête de série, l'a emporté 6-1, 6-4.

Rusedski doit maintenant se rendre à Hong Kong ven-

dredi afin de se préparer en vue de l'omnium Salem. À l'issue du match, son entraîneur Kieth Diepraam ne savait quoi penser après la défaite de son protégé.

«Je suis malheureux pour Greg, a dit le Sud-Africain. Il n'a vraiment pas joué de chance. Des balles effleurant le filet et tout le reste ont joué contre lui.»

Rusedski partageait l'opinion de son entraîneur: «C'est un match que j'aurais dû gagner, a-t-il dit. Mais vous ne gagnez pas ce genre de match quand la chance est contre vous. Je dois maintenant penser au prochain tournoi.»

Lareau a eu peu d'occasions de faire des points face à Lendl, qui est en Asie depuis plus d'une semaine alors que le Québécois est arrivé il y a trois jours seulement. Lareau, qui avait atteint le tableau principal à la suite de quelques désistements, a passé le week-end à voyager.

«Ce fut difficile de s'ajuster au condition d'ici après avoir joué en altitude en Colombie dans les rencontres de coupe Davis, a-t-il expliqué. Chaque balle était ou bien trop longue ou trop courte.»

GOLF

Le «requin blanc» veut ajouter le Masters à son tableau de chasse

Greg Norman est le mieux placé pour décrocher dimanche la veste verte du vainqueur

Augusta (AFP) — Le «requin blanc» est de retour. L'Australien Greg Norman a montré ses dents depuis plusieurs semaines et il est le golfeur le mieux placé actuellement pour décrocher dimanche la veste verte récompensant le vainqueur du Masters d'Augusta (Géorgie), comptant pour le Grand Chelem.

Victorieux de l'Open de Grande-Bretagne en 1993, Norman s'est distingué fin mars en décrochant le tournoi de Ponte Vedra (Floride) avec quatre coups d'avance sur son plus proche adversaire, en ne concédant qu'un seul bogey au cours des quatre tours!

Deuxième à Augusta en 1986 et 1987, Norman ne s'est jamais laissé abattre lors de sa traversée du désert en 1990 et 1991 et a retrouvé depuis son superbe jeu.

Mais à ses côtés Norman retrouvera un adversaire redoutable: le Zimbabween Nick Price. Cet ancien pilote militaire a remporté 12 tournois en un an et demi dont un en mars dernier. Vainqueur du Championnat PGA en 1992, Price compte bien ajouter une veste verte à son palmarès.

D'autres joueurs apparaissent comme de sérieux prétendants au premier titre de la saison comptant pour le Grand Chelem: l'Allemand Bernhard Langer, tenant du titre, l'Anglais Nick Faldo et l'Espagnol José Maria Olazabal qui est capable du meilleur sur ce parcours bien particulier.

Olazabal a raté sa chance en 1991 lorsque le Gallois Ian Woosnam s'était imposé de manière spectaculaire. Deuxième du tournoi de la Nouvelle Orléans la semaine dernière derrière l'Américain Ben Crenshaw, l'Espagnol est à l'aise sur les greens très ondulés. Mais Olaza-



PHOTO ARCHIVES

Greg Norman, en juillet dernier, après sa victoire au British Open.

bal devra se méfier de l'Écossais Sam Torrance qui a terminé à deux coups derrière lui en Louisiane.

Les Américains, qui ne totalisent qu'une victoire lors des six dernières éditions, compteront sur Fuzzy Zoeller en regain de forme pour essayer d'enrayer la domination venant d'outre-atlantique.

Phil Mickelson, l'étoile montante du golf américain, victime d'une chute à skis, sera privé de compétitions pendant plusieurs mois, et Paul Azinger qui souffre d'un lymphome (forme de cancer), ne pourra pas jouer avant juin.

Reste à savoir si Jack Nicklaus, vainqueur du dernier Open US sur le circuit des vétérans est capable d'un miracle dimanche...

HOCKEY

Table of hockey games: Hier Tampa Bay 3 Montréal 1, Ottawa 6 Washington 5, Pittsburgh 3 New Jersey 1, NY Islanders 3 Hartford 3, Edmonton 4 Winnipeg 3, Anaheim à Calgary.

Table of hockey games: Mardi Floride 3 Québec 3, Toronto 6 Dallas 4, NY Islanders 4 Wash. 3, St. Louis 5 Chicago 1, Detroit 8 Vancouver 3, San Jose 2 Los Angeles 1, Aujourd'hui Ottawa à Québec, Hartford à Québec, Floride à Philadelphie, Los Angeles à St. Louis, San Jose à Vancouver, Vendredi Montréal à Buffalo, Dallas à NY Islanders, Toronto à NY Rangers, Phil. au New Jersey, St. Louis à Chicago, San Jose à Calgary, Anaheim à Edmonton.

Table of hockey players: LES MENEURS, listing players like Gretzky, Fedorov, Gilmour, Oates, Bure, etc. with stats.

Table of hockey league standings: LIGUE NATIONALE, Conférence de l'Est, Section Nord-Est, etc.

Table of hockey league standings: LIGUE NATIONALE, Conférence de l'Ouest, Section Centrale, etc.

x-assurés d'une place dans les séries.

BASEBALL

Table of baseball games: Hier Montréal 9 Houston 3, St. Louis 8 Cincinnati 8 (5 manches, pluie), New York 4 Chicago 1, San Francisco 4 Pittsburgh 2, Philadelphie à Colorado, Atlanta à San Diego, Floride à Los Angeles.

Table of baseball games: Mardi New York 6 Chicago 2, San Francisco 2 Pitt. 0, Los Angeles 4 Floride 3, Montréal 5 Houston 1, Atlanta 5, San Diego 1, Jeudi Atlanta à San Diego, Philadelphie à Colorado, Floride à Los Angeles, Vendredi Chicago à Montréal, Colorado à Pittsburgh, Philadelphie à Cincinnati, New York à Houston, Atlanta à Los Angeles, Floride à San Diego, St. Louis à S. Francisco.

Table of baseball league standings: LIGUE NATIONALE, Section Est, Moy., Diff., etc.

Table of baseball games: Hier Texas à New York, remis, pluie, Seattle à Cleveland, remis, pluie, Chicago 9 Toronto 2, Boston 5 Detroit 4, Baltimore 4 Kansas City 2, Californie 4 Minnesota 1.

Table of baseball games: Lundi Toronto 7 Chicago 3, Cleveland 4 Seattle 3, New York 5 Texas 3, Boston 9 Detroit 8, Baltimore 6 Kansas City 3, Mardi Toronto 5 Chicago 3, Milwaukee 11 Oakland 7, Californie 8 Minnesota 2, Aujourd'hui Seattle à Cleveland, Californie au Minnesota, Oakland à Milwaukee, Vendredi Cleveland à Kansas City, Boston à Chicago, Detroit à New York, Toronto à Milwaukee, SeaLundi, 4 avril Toronto 7 Chicago 3, Cleveland 4 Seattle 3 (11).

Table of baseball league standings: LIGUE AMÉRICAINNE, Section Est, Moy., Diff., etc.